



MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE, DE
L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR ET DE
LA RECHERCHE

EAE GEO 3

SESSION 2015

AGRÉGATION CONCOURS EXTERNE

Section : GÉOGRAPHIE

**ÉPREUVE SUR DOSSIER :
CONCEPTS ET MÉTHODES DE LA GÉOGRAPHIE**

Durée : 7 heures

L'usage de tout ouvrage de référence, de tout dictionnaire et de tout matériel électronique (y compris la calculatrice) est rigoureusement interdit.

Le candidat étudie, au choix, un des trois dossiers.

Dans le cas où un(e) candidat(e) repère ce qui lui semble être une erreur d'énoncé, il (elle) le signale très lisiblement sur sa copie, propose la correction et poursuit l'épreuve en conséquence.

De même, si cela vous conduit à formuler une ou plusieurs hypothèses, il vous est demandé de la (ou les) mentionner explicitement.

NB : *La copie que vous rendrez ne devra, conformément au principe d'anonymat, comporter aucun signe distinctif, tel que nom, signature, origine, etc. Si le travail qui vous est demandé comporte notamment la rédaction d'un projet ou d'une note, vous devrez impérativement vous abstenir de signer ou de l'identifier.*

A. OPTION : « Espace territoire société »

Sujet : La géographie, les géographes et la question du pouvoir

Vous répondrez aux questions suivantes. Vous élaborerez au moins une construction graphique.

Question 1 (5 points).

Comment les géographes se sont-ils saisis de la notion de pouvoir ? L'étude du pouvoir a-t-elle contribué à faire émerger des champs spécifiques dans la discipline ?

Question 2 : (5 points).

L'approche géographique du pouvoir est-elle (seulement) une question d'échelle ?

Question 3 (5 points).

Au regard des différentes définitions du pouvoir présentées dans le corpus documentaire, cette notion vous paraît-elle pertinente pour traiter des rapports sociaux dans l'espace ?

Question 4 (5 points).

En insistant sur les régimes de visibilité et d'invisibilité, présentez de manière problématisée les différents types de matérialisation du pouvoir dans l'espace.

LISTE DES DOCUMENTS FOURNIS.

Document 1. Le pouvoir, approches géographiques – 1 carte, 9 textes

- a. Texte : « Introduction », Source : P. Claval, 1978, *Espace et pouvoir*, P.U.F, coll. Espace et liberté, p.7-8
- b. Texte : « La lutte pour les places », Source : M. Lussault, 2007, *L'Homme spatial*, Seuil, coll. La couleur des idées, p. 30-31
- c. Texte : « Géographie et pouvoir », Source : K. Postel-Vinay, *Critique internationale* 1/ 2001 (n° 10), p. 51-58 URL : www.cairn.info/revue-critique-internationale-2001-1-page-51.htm.
- d. Texte : « La géographie sous Vichy », Source : I. Lefort, 1992, *La lettre et l'esprit, Géographie scolaire et géographie savante en France 1870-1970*, Mémoires et documents de géographie, éditions du CNRS, (p.35)
- e. Texte : « Naissance de la tribu géographique », Source : C. Bataillon, 1999, *Pour la Géographie*, Flammarion, (p.17-18 et 28-29)
- f. Texte : « Le rôle politique du géographe », Source : Y. Lacoste sous la direction E. Morlin, 1995, *Penser la Terre*, Editions Autrement, n° 152, (p.15-16)
- g. Texte : « Pouvoir », Source : R. Brunet, R. Ferras, H. Théry, 1992, *Les mots de la géographie, dictionnaire critique*, Reclus-La documentation française, (p. 398)
- h. Texte : *Un géographe au déclin des empires*, Source : J. Dresch, 1979, Paris, Maspéro, Collection Hérodote, (p. 17, 95 et 143-146)
- i. Texte et carte : « Les élections présidentielles de 2012 : du quinquennat à la fabrication d'une France pentapolaire », Source : C. Colange, J. Fourquet, M. Bussi, *Cybergeo : European Journal of Geography* [Online], Current issues, Presidential Election, France, Online since 23 May 2012, URL : <http://cybergeo.revues.org/25363>

Document 2. Pouvoir et rapports socio-spatiaux – 5 textes, 2 cartes, 3 tableaux, 1 graphique, 1 figure

- a. Texte : « Flexible Sexism », Source : D. Massey, 1994, *Space, Place and Gender*, Minneapolis, University of Minnesota Press, (p. 233-235)
- b. Texte : « Thinking Through Class and Gender in the Context of Working Class Studies », Source : L. McDowell, 2008, *Antipode*, vol. 40 n°1, p. 23-24
- c. Texte : « La prostitution, enjeu de géographie morale dans la ville entrepreneuriale. Lectures par les géographes anglophones », Source : R. Séchet, 2009, *L'Espace géographique*, 2009/1, vol. 38, p. 67-68.

- d. Texte et carte : « L'ordre métropolitain à Phnom Penh », Source : G. Fauveaud, « Phnom Penh ou l'ordre métropolitain : polices, pouvoirs et territoires », *EchoGéo* [En ligne], 28 | 2014, mis en ligne le 08 juillet 2014
- e. Texte et Carte : « Cartographies policières : la dimension vernaculaire du contrôle territorial », Source : M. Germes, *EchoGéo* [En ligne], 28 | 2014, mis en ligne le 08 juillet 2014, 2014. URL : <http://echogeo.revues.org/13856>
- f. 3 tableaux, 1 graphique et 1 figure « Bruxelles, entre métropolisation et gentrification »
- Évolution de l'emploi et de la valeur ajoutée dans les cinq grandes villes belges entre 1995 et 2008
 - Le poids de Bruxelles dans l'économie des principaux secteurs, 1995 et 2008
 - Évolution de l'emploi par type de profession entre 1991 et 2001
 - Les inégalités de revenus entre ménages dans les grandes villes belges, 1985-2007 (coefficient de Gini)
 - Appel à manifestation lancé par un ensemble d'associations bruxelloises concernées par la question du droit au logement
- Sources : G. Van Hamme et M. Van Criekingen, « Compétitivité économique et question sociale : les illusions des politiques de développement à Bruxelles », *Métropoles*, en ligne, vol. 11, 2012, mis en ligne le 12 décembre 2012 ; Mathieu Van Criekingen, « La gentrification mise en politiques », *Métropoles*, en ligne, 13, vol. 2013, mis en ligne le 15 décembre 2013

Document 3. Les manifestations du pouvoir dans l'espace – 2 textes, 4 photos, 3 cartes

- a. Texte : « La symbolique des lieux : pour une géographie des relations entre espace, pouvoir et identité », Source : J. Monnet, *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne], Politique, Culture, Représentations, document 56, mis en ligne le 07 avril 1998, URL : <http://cybergeo.revues.org/5316>
- b. 3 photographies
- Le mur de Berlin, années 1980 au Checkpoint Charlie sur la Friedrichstraße. Source : Die Mauer/The Wall - asisi Panorama – © Foto: T. Schulze, asisi
 - La Galerie des glaces (Château de Versailles). Source : <http://www.france-voyage.com/photos/chateau-versailles-10465.htm>
 - Shanghai Towers- Hongqiao Central Business District –Shanghai. Source: *photography* : N. Almasry, Contest - e-architect <http://www.e-architect.co.uk/shanghai/hongqiao-central-business-district>
- c. Carte : « L'Europe, un monde sanctuarisé », Source : *Le monde diplomatique*, février 2006
- d. Photographie : L'inconnu de la place Tiananmen, juin 1989, Source : C. Cole pour Newsweek- Planète Liberté <http://www.planete-libertes.info/inctiena.htm> 5 juin 1989
- e. Carte : « Logique d'implantation des groupes armés colombiens », Source : A. Labrousse, D. Figueira et R. Cruse, « Évolutions récentes de la géopolitique de la cocaïne », *L'Espace Politique*, en ligne, vol. 4, 2008/1, mis en ligne le 01 janvier 2008
- f. Carte et texte : « Traitement des déchets, délégation de service public et clientélisme », Source : F. Maccaglia « Trafic d'influence et privatisation de l'Etat : la mise en marché de la gestion des déchets en Sicile », *Espaces et société*, n° 155, 2013/4, p. 23 et 31.

Document 1. Le pouvoir : approches géographiques

Document 1.a : Texte : « Introduction », Source : P. Claval, 1978, *Espace et pouvoir*, P.U.F, coll. Espace et liberté, p.7-8

Les sciences sociales sont sujettes à des engouements. Depuis quelques années les chercheurs mettent au premier plan le rôle du pouvoir, de la domination, de l'influence ou de l'autorité. Il y a quelque vingt ou trente ans, on insistait surtout sur les mécanismes, les automatismes, les régulations inconscientes et bénéfiques ; ce que l'on tient à montrer clairement aujourd'hui, c'est que le jeu social n'est jamais innocent : derrière les rétroactions qui limitent apparemment la puissance des individus, on démasque l'idéologie qui voile les mécanismes réels et fait oublier le poids inégal des partenaires et ceux qui ont institué les règles sociales et à qui elles profitent. Le pouvoir apparaît ainsi comme un élément d'explication indispensable, mais on l'invoque plus qu'on ne l'analyse : on dénonce les modèles classiques d'équilibre pour souligner l'existence de conflits et de tensions là où l'on ne voyait naguère qu'harmonie et bonne entente. Dans la masse considérable des publications qui font ainsi la part belle aux faits de domination, il est étonnant de constater la pauvreté des réflexions sur la nature du pouvoir, la diversité des manifestations et sa place dans l'ensemble de l'architecture sociale...

La méditation sur les rapports du pouvoir à l'espace est bien postérieure à celle qui a précisé la notion de portée des relations économiques. Elle est née des travaux contemporains sur l'information et sur la communication : elle n'a guère plus de vingt ans. Elle était tout à fait étrangère à la géographie politique du début du siècle et à sa variante appliquée, la géopolitique, dont les interprétations nazies ont laissé un triste souvenir : faute de s'être intéressées aux processus élémentaires qui structurent les corps sociaux, ces disciplines offraient des explications très partielles de la formation des Etats, le problème auquel elles consacraient l'essentiel de leurs efforts...

Nous ne cherchons pas ici à aborder tous les aspects de la géographie politique : nous nous intéressons à sa facette la plus importante pour comprendre l'architecture spatiale des sociétés et pour saisir le jeu des asymétries qui borne à la fois l'exercice de la liberté et le garantit. La grande leçon des faits de pouvoir, c'est qu'il n'y a pas, dans l'espace, de liberté sans un minimum d'organisation, mais que cette organisation est une menace pour chaque personne et restreint l'autonomie des choix.

Document 1.b : Texte : « La lutte pour les places », Source : M. Lussault, 2007, *L'Homme spatial*, Seuil, coll. La couleur des idées, p.30-31

L'histoire du refus de Rosa Parks et de ses suites est également exemplaire, quoique dans un tout autre registre, de l'importance de l'approche par l'espace. Rosa Parks, par le simple fait de sa volonté de rester sur son siège, a subverti l'ordre politique. Elle a brisé la bienséance, son attitude inflexible a rendu visible l'injustice, a apporté *la preuve par l'espace* de l'iniquité des règles sociales. Son acte spatial fut performatif, car adapté à la situation - et en particulier appréhendé immédiatement par certains acteurs, dont Martin Luther King, comme possédant un réel potentiel politique -, bien qu'elle ait souvent expliqué qu'elle ne l'avait pas prémédité. Elle était lasse de sa journée de travail et des vexations qu'elle ne connaissait que trop bien : elle n'a pas pu souffrir qu'on lui demande de déguerpir. Elle n'a pas voulu accepter une fois de plus la relégation et a décidé, dans l'instant, sans autre intention ni calcul, de juste *rester là*. Elle a tenu la place qu'elle ne voulait pas céder et, en la tenant, elle fut l'embrasseur d'une phase essentielle de la lutte pour les droits sociaux. Son rôle primordial fut *d'être là*, assise et de le demeurer et par là même d'enclencher une série d'actes, dont le plus spectaculaire fut peut-être le boycott des bus. [...] la lutte des noirs est *passée par l'espace*, par la revendication de ne pas bouger, d'une part, et par le choix de renoncer à une modalité essentielle de déplacement, d'autre part. Le premier objectif poursuivi, on l'a dit, fut d'abord d'obtenir le droit des Noirs et des Blancs à s'asseoir et à se tenir où bon leur semblait dans un bus. Il s'agissait de parvenir à ce qu'une nouvelle géographie soit possible - en un lieu mobile jusque-là emblématique des fondements normatifs de la ségrégation raciale : une géographie libérale de la libre jouissance des places par des individus égaux.

Document 1.c : Texte : « Géographie et pouvoir », K. Postel-Vinay, *Critique internationale* 1/ 2001 (n° 10), p. 51-58 URL : www.cairn.info/revue-critique-internationale-2001-1-page-51.htm.

Brève rencontre entre la géographie française et anglo-saxonne, Gearoid O'Tuathail, géographe irlandais installé aux États-Unis, consacre quelques pages à la critique des thèses de l'équipe d'*Hérodote*. Il souscrit à

l'argument de départ de celles-ci, à savoir qu'il existe une articulation fondamentale entre pratique géographique et pratique politique. Pour lui, la géographie n'est pas, en effet, « un assemblage anodin de connaissances et d'érudition, mais un ensemble de technologies de pouvoir liées à la production et à la gestion gouvernementales de l'espace territorial ». En termes plus simples, la géographie est perçue comme un outil de gouvernement, que ce soit pour faire la guerre ou pour développer l'économie nationale. Mais la similarité des approches s'arrête là. Car, pour O'Tuathail, les travaux de Lacoste tombent précisément dans le travers qu'ils cherchent à dénoncer en prétendant eux-mêmes à une improbable vérité géographique. La divergence vient probablement du fait qu'Yves Lacoste et, d'une autre manière, Denis Retaille et John Agnew, s'intéressent au « comment ? » de la géopolitique, alors que Gearoid O'Tuathail, ou d'autres comme Simon Dalby et Paul Routledge, se préoccupent plutôt du « qui ? ». Les premiers examinent les conditions, ou les nouvelles conditions de la production de la géopolitique, telles que la diversification des acteurs des relations internationales et la globalisation des problèmes. Pour les seconds, la rigueur ou la fiabilité du savoir géopolitique sont secondaires par rapport à son efficacité. Ce qui importe, c'est l'usage que font les acteurs politiques, plus particulièrement les gouvernements, des codes géographiques. Pour analyser cet usage, il faut recourir à ce que Simon Dalby a appelé la « géopolitique critique ». Celle-ci permet de voir comment les gouvernements, notamment à travers la construction de leur politique étrangère, contribuent à façonner l'espace politique mondial. Les exemples concrets étudiés par Gearoid O'Tuathail donnent une idée du champ d'application de la « géopolitique critique ». Il s'est intéressé à l'histoire de la construction nationale de son Irlande natale, et également à la politique étrangère américaine lors des conflits commerciaux avec le Japon (à la fin des années quatre-vingts) et lors de la guerre de Bosnie. Il a donc étudié l'usage politique de la géographie dans un contexte interne et externe. La création de l'Irlande ou, pour reprendre les termes de l'auteur, son « invention géographique » est d'abord liée à la volonté des colons anglais de la fin du XVI^e siècle d'établir, par les armes comme par la cartographie, une entité qui s'inscrive logiquement dans la sphère de l'Angleterre. Mais elle résulte aussi de la stratégie de résistance des seigneurs irlandais, qui étaient alors amenés à délimiter le territoire de leur identité et de leur souveraineté. La perception de l'« île irlandaise », d'une nation insulaire opposée à un « Autre » anglais, est donc à la fois le produit d'une rivalité militaire et celui d'un conflit dont la gestion passe par la capacité des acteurs politiques impliqués à distinguer le « eux » du « nous ».

Document 1.d : Texte : « La géographie sous Vichy », Source : I. Lefort, 1992, *La lettre et l'esprit, Géographie scolaire et géographie savante en France 1870-1970*, Mémoires et documents de géographie, éditions du CNRS, (p. 35)

L'esprit général qui préside à la nouvelle distribution des connaissances à l'intérieur des sept années de l'enseignement secondaire se résume essentiellement dans un nationalo-centrisme : « La France servira de point de départ afin de rester le terme de comparaison. La France au sens large, bien entendu flanquée de ses prolongements coloniaux où vivent certains de nos élèves, où d'autres seront un jour appelés. Il est indispensable que dès les débuts, nos enfants soient dressés à penser sur le plan mondial qui doit rester le nôtre. Dans les classes suivantes, la Terre Française et les Terres impériales ne disparaîtront jamais de l'horizon de nos élèves : elles demeureront toujours présentes comme terme de rappel et de comparaison ». Cette réforme dans la période historique de l'occupation et du régime de Vichy constitue une illustration frappante de la valeur idéologique que revêt la discipline géographique. Mais la progression induite par les programmes tranche également et vigoureusement sur les précédents... Parallèlement à ces transformations, l'arrêté du 6 avril 1943 rend obligatoire l'enseignement de la démographie, « tant sous leurs aspects statistiques que dans leurs rapports avec les questions morales et familiales ».

Document 1.e : Texte : « Naissance de la tribu géographique », Source : C. Bataillon, 1999, *Pour la Géographie*, Flammarion, (p.17-18 et 28-29)

On aura compris qu'une discipline, ce ne sont pas seulement des outils et des contenus. Ce sont aussi des praticiens, des styles, et bien sûr la corporation que forment les premiers ou dans laquelle ils s'abritent. Sans entrer dans le détail, on peut esquisser le portrait-robot des géographes français qui en quatre générations du XX^e siècle ont fait passer cette profession de quelques dizaines d'individus repérables à une tribu de plusieurs milliers, fort diversifiée au demeurant. On l'a vu, étudier des ensembles territoriaux est d'abord commandé par le besoin de disposer de monographies : la demande des militaires s'exprime en théâtre d'opération, à toutes les échelles et pour tous les pays. Celle des maires ou des sous-préfets est de connaître les hommes, les ressources, les forces productives. Mais ils souhaitent aussi que leur ville ou leur territoire

rassemble ses citoyens en une unité territoriale justifiée, voire glorifiée. De telles recherches n'ont pas le même prestige que celles qui dérivent directement de la philosophie (comme celles des sociologues) ou des mathématiques (comme celles des généticiens), ni de celui dont jouissent les maîtres du temps, nos voisins historiens. Le géographe avec le goût du local, qui est souvent un bricolage sur des interconnexions, est réputé doué de sens pratique, ne serait-ce que pour savoir voyager. Plus souvent que leurs collègues d'autres disciplines, ils sont maires dans leur commune, ou bien présidents d'université, voire recteur d'académie : le goût intellectuel de l'agencement, ici et là, peut se muer en vertu administrative.

La confluence de plusieurs courants a constitué une nouvelle géographie de l'aménagement. Seulement amorcée après les destructions de la Première Guerre mondiale, cette géographie se développe avec la planification liée à la reconstruction après 1945, puis à la croissance des « Trente Glorieuses ». Elle est en bonne partie importée de Suède, du Royaume-Uni et des Etats-Unis, pays où une urbanisation précoce a mis en évidence les besoins nouveaux des sociétés industrielles. En France, des configurations corporatives particulièrement rigides ont retardé les connexions interdisciplinaires nécessaires à concevoir « l'aménagement » [...] Le nom même de la DATAR est significatif (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale), comme le sens donné au mot aménagement « ardente obligation nationale » (expression du Général de Gaulle). C'est ainsi qu'il s'agit pour les géographes ou pour d'autres, d'une géographie volontaire, appliquée ou applicable, selon les discussions de l'époque. Il faut la créer et, bien sûr, à la française, depuis les plus hauts sommets de l'Etat... La géographie dominante en France trouve ainsi un nouvel objet. Il est un moment symbolisé par la réalisation d'atlas régionaux pour lesquels les pouvoirs publics donnent des moyens importants, si bien que les équipes d'ingénieurs cartographes viennent renforcer les laboratoires des instituts de géographie des universités.

Document 1.f : Texte : « Le rôle politique du géographe », Source : Y. Lacoste sous la direction E. Morlin, 1995, *Penser la Terre*, Editions Autrement, n° 152, (p.15-16)

Il apparaît ainsi que les enjeux de la géographie sont, pour une part, d'ordre politique. C'est ce qu'avait bien compris le plus grand des géographes français, Elisée Reclus (1830-1905), qui fut aussi un des théoriciens du mouvement libertaire, tout comme ses amis russes Bakounine et Kropotkine (1842-1921), ce dernier lui aussi géographe. En écrivant pratiquement seul une œuvre considérable, *La Géographie universelle* (19 volumes de 900 pages chacun) et les cinq tomes de *L'Homme et la Terre*, Elisée Reclus estimait que face aux puissants qui savent contrôler les territoires et les hommes qui y vivent, les citoyens devaient savoir eux aussi penser l'espace pour être en mesure de s'organiser et de se défendre.

Si la carte est le document géographique fondamental, les observations et les raisonnements des géographes depuis des siècles sont aussi consignés dans des textes associés à des cartes, qu'il s'agisse de récits ou de rapports d'exploration ou d'ouvrages faisant la synthèse des informations sur tel ou tel pays... Cette fonction de la géographie, entreprise de renseignements préparant l'expansion de tel ou tel empire, ou entreprise de grand commerce, sera illustrée par nombre de géographes arabes au Moyen Âge, et surtout à partir du XV^e siècle par ce que l'on appelle les « grandes découvertes » qui sont le résultat de l'esprit de conquête et de curiosité scientifique de très nombreux explorateurs au service de tel ou tel Etat européen... Au XIX^e siècle, des « sociétés de géographie » (la première est celle de Paris constituée en 1821, celle de Londres quelques années plus tard), rassemblant hommes d'affaires, diplomates et géographes, financent les missions de ces explorateurs, publient les résultats de leurs observations et elles joueront un rôle très important dans l'expansion coloniale, mais aussi dans la lutte contre la traite des esclaves en Afrique.

Document 1.g : Texte : « Pouvoir », Source : R. Brunet, R. Ferras, H. Théry, 1992, *Les mots de la géographie, dictionnaire critique*, Reclus-La documentation française, (p. 398)

La prise en considération et l'analyse patiente des pouvoirs réels sur l'espace, et des acteurs de ces pouvoirs, appartiennent aux progrès de la géographie des deux dernières décennies et ont apporté beaucoup à la compréhension et même à la prospective des espaces géographiques : aménagement, stratégie, entreprise. Cette recherche se développe, contrastant avec le silence de la géographie de filiation vidalienne sur ce sujet. Ce n'est pas sans quelques illusions de jeunesse, le Pouvoir apparaissant parfois comme un Dieu du panthéon prémoderne de l'espace géographique (et de bien d'autres sciences sociales d'ailleurs), avec la Plus-value, la Vocation, les Aptitudes, les Potentialités ou les Influences. Quand on ne comprend pas bien l'organisation ou la logique interne d'un espace géographique, on l'attribue au Pouvoir. Celui-ci, insidieux et protéiforme, peut venir d'où on ne l'attendait pas. De la firme et de l'Etat, certes, c'est évident. Mais le pouvoir est partout, chacun exerce du pouvoir, surtout ceux qui ont du savoir et s'en servent comme pouvoir.

Document 1.h : Texte : *Un géographe au déclin des empires*, Source : J. Dresch, 1979, Paris, Maspéro, Collection Hérodote (p.17, 95 et 143-146)

Tout à tout en contact avec la bourgeoisie marocaine, grande ou petite, plus ou moins « occidentalisée », et plongé pendant de longues tournées solitaires dans une paysannerie qui conservait en apparence ses techniques, ses formes d'organisation précapitalistes, il me fallait adopter un comportement conforme à l'expérience progressivement acquise. C'était un besoin à la fois d'honnêteté intellectuelle et de sympathie active. Mais ce choix politique est lui-même malaisé à orienter seul ou dans un cercle restreint, à l'intérieur en outre d'un régime policier. (...)

La guerre redoutée était venue, accompagnée d'expériences nouvelles. À mon retour, en août 1940, le régime de Vichy s'installait en France. Au Maroc, bientôt, Juifs, francs-maçons et communistes de la « colonie » étaient confondus dans une commune répression. Pour les communistes, c'était le camp de concentration. On me fit la faveur de me renvoyer en France. (...)

La guerre de 1939-45 puis les indépendances ne m'ont pas éloigné, bien au contraire, du Maroc et du Maghreb. Mais les circonstances m'ont permis d'étendre mon expérience à la plupart des pays du tiers monde, et d'abord au Sahara et aux pays d'Afrique noire.

Après avoir pris part à la résistance avec les FTP de la région parisienne et de la libération de Paris, je me préparais avec eux à une reconversion dans l'armée régulière et à partir en Alsace, lorsque je fus sollicité pour participer à une mission sur le travail forcé en Côte-d'Ivoire. Le gouvernement constitué par le général de Gaulle était composé de représentants des divers courants de la Résistance et parmi eux de communistes. L'inspecteur général des Colonies Lucas eut l'idée d'adjoindre au personnel de la mission deux intellectuels résistants, un sociologue déjà consacré comme chercheur africain, Michel Leiris, et moi-même. Je ne connaissais l'Afrique noire qu'à travers les livres, dont j'avais appris à me méfier, mais j'étais un des trois docteurs « coloniaux » des dix dernières années. Deux n'avaient pas fait de résistance et avaient obtenu deux des trois chaires de géographie coloniales créées sous le régime de Vichy. La troisième m'avait été refusée. La mission quitta Paris le 26 février 1945. (...)

Le 7 mars, le sociologue et le géographe de la mission rendirent visite, en son village, alors petit, de Yamossoukro, au président du Syndicat des planteurs africains, Houphouët-Boigny. De sang royal Baoulé, médecin africain, un des premiers planteurs de cacaoyers puis de caféiers, gros producteur de noix de cola, il dirigeait le syndicat, fondé en juin 1944. Il était entré aussitôt en conflit avec le syndicat des planteurs blancs. (...)

Le prix d'achat du café à la production était, rendu à Abidjan, de 2,50 francs pour les Africains, de 4,50 pour les Européens. Ceux-ci spéculaient en achetant directement au producteur africain à 1,50, en transportant et en revendant à 4,50. Ils avaient demandé et obtenu une prime café de 1000 francs pour les exploitations supérieures à 25 ha ; rien n'était accordé aux Africains. (...)

Avec l'accord tacite de la Chambre d'agriculture, dominée par les Blancs, tout se passait comme si les Africains, écartés des coupes de bois, du petit commerce, étaient menacés aussi comme planteurs et condamnés à devenir manœuvres dans les plantations des Blancs. Le syndicat des planteurs africains n'était pour rien dans les abus du recrutement de la main-d'œuvre, devenu travail forcé et dénoncé comme scandaleux, en tout cas contraire aux recommandations de la conférence de Brazzaville. (...)

Mais M. Leiris et moi n'étions pas à Yamossoukro pour exprimer notre opinion ni pour négocier. Nous pouvions seulement inviter le président d'un syndicat de dix mille planteurs, bien organisé, à se rendre à Abidjan où la haute administration et la mission du ministère des Colonies étaient disposées à l'entendre. À la fin de l'année Houphouët-Boigny organisa le Parti démocratique de Côte-d'Ivoire, section, en 1946, du Rassemblement démocratique africain. Le président du Syndicat des planteurs africains allait être élu aux Assemblées constituantes françaises en novembre puis en juin 1946. Il s'y inscrivit parmi les apparentés au parti communiste et put participer à la discussion et au vote, dans la même année 1946, de la loi sur l'abolition du travail forcé. Les enquêtes que nous avons menées ont fourni la matière d'une partie du rapport général de la mission. Celui-ci servit, lui-même, à la préparation du projet de loi sur l'abolition du travail forcé.

Document 1.i : Texte et carte : « Les élections présidentielles de 2012 : du quinquennat à la fabrication d'une France pentapolaire », Source : C. Colange, J. Fourquet, M. Bussi, *Cybergeog : European Journal of Geography* [Online], Current issues, Presidential Election, France, Online since 23 May 2012, URL : <http://cybergeog.revues.org/25363>

Il est courant d'annoncer à chaque élection présidentielle un séisme politique remettant en cause les fondations politiques passées. En 2012 encore, la percée électorale de Marine Le Pen, ainsi qu'à un degré moindre celle de Jean-Luc Mélenchon, a pu être hâtivement présentée comme « historique », ou tout du moins, remettant largement en cause les logiques électorales passées. Pourtant, une lecture plus approfondie du scrutin, notamment à partir des cartes électorales par canton et d'une analyse des cinq scrutins les plus récents qui présentent une offre politique nationale comparable, montre à l'inverse que le scrutin de 2012 s'inscrit dans la continuité des élections précédentes. Plus encore, pour la première fois depuis 1995, la France semble clairement divisée entre cinq forces, de niveau certes inégal, mais qui se répartissent assez clairement sur un gradient politique, de l'extrême droite à la gauche de la gauche.

Ce « retour » à une France pentapolaire s'explique également par l'échec des partis qui ont pu percer ces dix dernières années, notamment à l'occasion des élections européennes : écologie politique, partis de la ruralité (CPNT), souverainisme de gauche ou de droite. Le vote de 2012 serait donc avant tout caractérisé par un retour à une division « connue » de la France électorale. Pour tester cette hypothèse, nous avons choisi de calculer les « champs de force » des cinq principales forces politiques à l'échelle des cantons pour la métropole. La notion de champ de force (ou champ géographique) est une technique statistique permettant d'observer les forces et les faiblesses d'un courant politique dans le temps. Le champ de force correspond aux tendances régulières de vote pour un parti dans un territoire donné (communes, cantons, départements). Ce calcul a été utilisé pour la première par F. Bon et J.-P. Cheylan dans « La France qui vote » en 1982. Il repose sur une analyse en composantes principales (ACP) construite pour chaque variable. Le nombre de caractères correspond au nombre de scrutins étudiés. Le premier axe de l'ACP représente la force de la variable dans chaque territoire. C'est un axe qui n'a de sens que si la variance qu'il explique est importante, c'est-à-dire s'il y a une forte stabilité spatiale des votes entre chaque élection...

En conclusion : une France des « Trois Présidents » ?

Comme en 2007, le vote à l'issue du premier tour s'est concentré sur trois principaux candidats. Les trois candidats présidentiables cumulent plus de 70 % des suffrages exprimés dans près de 80 % des cantons. François Hollande domine dans les villes et leur proche banlieue, dans son fief corrézien étendu à l'ensemble de la région limousine, le nord de l'Auvergne à l'est et le Poitou à l'ouest, traduisant un effet d'amitié local net, ainsi que dans le sud-ouest (le Périgord, la Guyenne, la Gascogne, le Béarn, l'Albigeois) et en Bretagne. A l'inverse, Nicolas Sarkozy est en tête dans les cantons ruraux et périurbains de la France septentrionale et orientale. Son implantation semble davantage relever d'une logique sociologique que d'une logique géographique. Enfin, Marine Le Pen arrive en première position dans seulement 266 cantons, notamment, en Lorraine, en Champagne, sur la côte méditerranéenne, en Picardie et dans le Médoc (effet de l'absence de candidats du CPNT ?) mais aussi dans le Nord-Pas-de-Calais. Quant à Jean-Luc Mélenchon, il arrive en tête dans seulement 4 cantons isolés au sud de la Lozère et dans la périphérie de Marseille.

Présidentielles 2012 - Premier tour
La France des trois "présidents"
(en pourcentage des suffrages exprimés)

